



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
1^{er} avril 2020
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2020

1^{er}-5 juin 2020, New York

Point 17 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour
les services d'appui aux projets**

Rapport annuel de la Directrice exécutive

Résumé

Nous sommes fiers de présenter le deuxième rapport annuel du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) sur son plan stratégique pour la période 2018-2021, qui est aussi le quatrième rapport de l'UNOPS établi conformément aux normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance, mise en place par l'UNOPS en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Pacte mondial des Nations Unies afin d'aider les organisations à faire leur bilan en matière de viabilité.

En 2019, l'UNOPS a aidé l'Organisation des Nations Unies à faire face à des crises humanitaires dévastatrices, à exécuter d'importants projets de développement et à promouvoir les priorités que sont la paix et la sécurité dans des pays tels que la Gambie, l'Indonésie, le Mexique, la Somalie et le Zimbabwe. Les services de l'UNOPS ont fait l'objet d'une demande constante et, pour la quatrième année consécutive, nous avons constaté une augmentation du volume de l'appui que nous apportons directement aux gouvernements, lequel représente aujourd'hui plus de 40 % de notre portefeuille de projets. L'UNOPS a appuyé des projets qui ont valu aux populations locales de plus de 80 pays quelque 5 millions de jours de travail rémunéré, dont presque 2 millions ont été effectués par des femmes et des jeunes. Nos activités dans le secteur de l'infrastructure ont englobé la conception, la construction ou la remise en état de plus de 3 500 kilomètres de routes, 83 écoles, 8 hôpitaux et 79 dispensaires. Des achats d'une valeur de plus de 560 millions de dollars ont été effectués auprès de fournisseurs locaux, ce qui a permis d'atténuer l'impact sur l'environnement en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et d'aider directement les économies des pays concernés.

Les prestations de l'UNOPS ont atteint 2,3 milliards de dollars, et avec plus de 12 500 personnes sous contrat travaillant directement pour l'UNOPS et ses partenaires, nous avons pu mettre nos compétences techniques et notre efficacité au service du système de développement mondial. L'UNOPS a continué d'améliorer son fonctionnement et, fort de son plan stratégique pour la période 2018-2021, est bien



placé pour contribuer à la lutte mondiale contre la pandémie de maladie à coronavirus et intensifier son appui à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi qu'aux États Membres et à leurs populations.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration voudra peut-être : a) saluer la contribution que l'UNOPS a apportée en 2019 aux résultats opérationnels des gouvernements, de l'ONU et des autres partenaires en mettant à leur disposition des services d'appui à la gestion efficaces et une expertise technique efficace, renforçant ainsi les moyens engagés au service du développement durable ; b) saluer les progrès accomplis par l'UNOPS dans l'exécution de son plan stratégique pour la période 2018-2021 ; c) prendre note du rapport annuel contenant les recommandations du Corps commun d'inspection et des progrès accomplis dans l'application des recommandations concernant l'UNOPS ; d) se féliciter des progrès importants faits dans la conduite des activités d'investissement dans le domaine des infrastructures durables relevant du mandat.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	4
I. Cadre de résultats	4
II. Aperçu des résultats	5
III. Résultats opérationnels	6
A. Services d'appui à la gestion efficaces	6
B. Expertise technique efficace	10
C. Élargissement de la gamme et de l'impact des ressources	14
IV. Résultats de gestion	16
A. Projets exécutés et partenariats	16
B. Excellence des processus	17
C. Excellence des ressources humaines	19
D. Gestion financière	22



Le présent rapport a été établi conformément aux normes de base de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Un index présentant en détail le contenu de l'Initiative figure à l'annexe I.

Introduction

1. La Directrice exécutive a le plaisir d'informer le Conseil d'administration des progrès faits en 2019 dans l'exécution du plan stratégique de l'UNOPS pour la période 2018-2021. Grâce à ce plan, l'UNOPS aide les populations à améliorer leurs conditions de vie et les pays à avancer sur la voie de la paix et du développement durable.
2. La version finale du présent rapport annuel a été établie au premier semestre 2020, durant la pandémie de maladie à coronavirus. Cette crise dévastatrice va toucher l'ensemble de la population mondiale, en particulier les personnes les plus vulnérables ; partout dans le monde, les équipes de l'UNOPS participent à l'action menée pour en atténuer les conséquences. Au moment où des efforts intenses sont déployés pour retarder la propagation de l'infection et réduire la pression exercée sur les systèmes de santé, il est essentiel de renforcer la capacité des services de santé. L'UNOPS met à disposition ses connaissances spécialisées en matière d'infrastructures sanitaires vitales et d'achats de produits sanitaires d'urgence et pour fournir à ses partenaires dans le domaine de la santé, partout dans le monde, un appui essentiel pendant cette période difficile.
3. La CNUCED estime que la croissance mondiale pourrait ralentir et passer sous la barre des 2 % en 2020, ce qui entraînerait un coût de l'ordre de 1 000 milliards de dollars. Il est trop tôt pour faire une estimation de l'ampleur exacte des conséquences économiques de la crise, mais il y a tout lieu de penser que le ralentissement aura des effets sur l'économie mondiale pendant un certain temps. À la fin de 2019, l'UNOPS était dans une situation financière solide et disposait d'importantes réserves. Il surveille de près les effets de la pandémie et est prêt à prendre les mesures nécessaires pour préserver son modèle d'auto-financement afin de pouvoir continuer de répondre aux besoins de ses partenaires dans le monde entier.

I. Cadre de résultats

4. Le mandat de l'UNOPS a été défini par l'Assemblée générale dans sa résolution [65/176](#), et son plan stratégique pour la période 2018-2021 approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2017/26. Ce dernier a constaté que le plan tenait pleinement compte des décisions des États Membres, des orientations générales et des accords internationaux et visait à répondre aux besoins des populations et des pays, notamment dans les situations les plus précaires.
5. En 2019, l'UNOPS a rendu compte de ses activités en fonction de ses compétences de base ou domaines d'intervention : expertise technique efficace en matière d'infrastructure et de gestion des achats et des projets, et services d'appui à la gestion efficaces.
6. À la demande du Conseil d'administration, l'UNOPS a fait rapport sur un troisième domaine, à savoir l'élargissement de la gamme et de l'impact des ressources disponibles pour la mise en œuvre du Programme 2030, y compris celles provenant du secteur privé.
7. Les domaines d'intervention ont orienté l'évaluation des résultats et le bilan en matière de viabilité concernant 983 projets ; 97 % d'entre eux ont contribué à la durabilité, du point de vue économique, environnemental ou social. Tout au long du présent rapport, les pourcentages reflétant les résultats en matière de viabilité sont pondérés en fonction de la valeur des projets exécutés. Le cadre de résultats et la méthode d'établissement du rapport sont décrits à l'annexe II.

8. Les informations figurant dans le présent rapport respectent les normes de viabilité de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. On trouvera à l'annexe I de plus amples informations sur les résultats obtenus par l'UNOPS, mesurés à l'aune des données pertinentes de l'Initiative.

II. Aperçu des résultats

9. En 2019, les projets exécutés par l'UNOPS ont permis d'offrir aux populations locales quelque 5 millions de jours de travail rémunéré, dont 2 millions ont été effectués par des femmes et des jeunes. Il s'agissait en majorité de projets d'infrastructure concernant la construction, la conception ou la remise en état de 83 écoles, 8 hôpitaux, 79 dispensaires, 7 palais de justice et 3 526 kilomètres de routes (contre 104 écoles, 9 hôpitaux, 114 dispensaires, 4 palais de justice et 1 514 kilomètres de route en 2018).

10. En 2019, l'UNOPS a fourni à ses partenaires des biens et services pour une valeur de plus de 1,1 milliard de dollars, contre 921 millions de dollars en 2018. Le Bureau est résolu à renforcer les économies locales en soutenant les fournisseurs locaux. Dans les zones d'intervention où il maintient une présence physique, il a effectué 51 % de ses achats auprès de fournisseurs locaux (contre 46 % l'année précédente), ce qui représente plus de 560 millions de dollars. Toujours en 2019, le montant total des appels d'offre attribués à des entreprises dirigées par des femmes était de 7,7 millions de dollars et le montant de ceux attribués à des microentreprises et à des petites et moyennes entreprises s'élevait à 533 millions de dollars.

11. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour mettre à disposition ses connaissances et ses compétences, l'UNOPS a offert à ses partenaires presque 29 000 jours d'assistance technique (contre 31 000 en 2018). Pour environ 55 % des projets pertinents qu'il a appuyés (contre 67 % en 2018), une ou plusieurs activités ont contribué au renforcement des capacités nationales.

12. L'UNOPS attache une grande importance à la neutralité climatique. En 2019, il est ressorti d'une analyse de ses activités que les émissions de gaz à effet de serre liées à celles-ci étaient de 14 056 tonnes équivalent CO₂, contre 15 631 tonnes en 2018. Toutes les émissions attribuées à l'UNOPS en 2018 ont été compensées par des réductions d'émissions, conformément à la certification Gold Standard du Mécanisme des Nations Unies pour un développement propre.

13. En 2019, les services de l'UNOPS ont continué d'être fortement demandés dans les pays en conflit ou sortant d'un conflit, les pays les moins avancés et les autres pays en situation de vulnérabilité. L'UNOPS a contribué aux progrès accomplis dans la réalisation de divers objectifs locaux et mondiaux, notamment des objectifs de développement durable. Comme dans les années précédentes, la demande d'appui au titre des objectifs 3, 9, 11 et 16 était soutenue. L'UNOPS a mis à disposition ses compétences en fournissant divers services intégrés qui recoupent de multiples secteurs et gammes de services. Le tableau 1 ci-dessous fait le point des résultats obtenus dans ce domaine.

Tableau 1
Pourcentage de projets exécutés en fonction des diverses gammes de services de l'UNOPS

<i>Gamme de services</i>	<i>Pourcentage du total des projets pour 2019</i>	<i>Pourcentage du total des projets pour 2018</i>
Infrastructure	17	17
Achats	38	35
Gestion des projets	11	4
Ressources humaines	12	16
Gestion financière	24	27

III. Résultats opérationnels

A. Services d'appui à la gestion efficaces

14. L'UNOPS est résolu à donner à ses partenaires les moyens de rationaliser leurs activités, grâce à des services d'appui à la gestion efficaces fournis au niveau local ou sous forme de services partagés à l'échelle mondiale. La gamme des services ainsi offerts va de la gestion des fonctions achats, ressources humaines, finances et autres services partagés, à la fourniture aux partenaires intéressés de services spécialisés de secrétariat dans le cadre juridique de l'UNOPS.

15. Pour ce qui est des services d'appui à la gestion, l'UNOPS apporte un soutien concernant l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et aide à faire face aux crises humanitaires et à répondre aux priorités dans les domaines de la paix et de la sécurité grâce à sa capacité d'intervention rapide dans les situations d'urgence.

16. En réponse à la crise que traverse la Syrie, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNOPS ont fourni du matériel médical vital aux établissements de santé dans tout le pays, grâce à un financement du Gouvernement japonais. L'hôpital Ibn Al Walid de la province de Homs, où vivent plus de 1,8 million de personnes, est l'un des nombreux établissements qui ont bénéficié de ce matériel. Endommagé durant le conflit, il a été remis en état et offre à nouveau des services de santé essentiels à des dizaines de milliers de personnes, dont d'anciens déplacés de retour chez eux.

17. Au Zimbabwe, un projet de relèvement sur quatre ans a été lancé après le passage du cyclone Idai en mars 2019, qui vise à rétablir les moyens de subsistance de la population dans les zones les plus touchées. La Banque mondiale a mis à disposition la somme de 72 millions de dollars afin d'aider les communautés les plus touchées dans neuf provinces. Les principaux bénéficiaires se trouvent dans ces communautés, recensées à l'issue de consultations menées dans les provinces touchées par le cyclone. Fondé sur une approche intégrée visant à en maximiser l'incidence, le projet, géré par l'UNOPS, réunit plusieurs organismes des Nations Unies : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation internationale pour les migrations (OIM), OMS, Programme alimentaire mondial (PAM) et UNOPS. Pas moins de 270 000 personnes dans le besoin en bénéficieront.

18. Awaaz Afghanistan, premier centre d'appels interinstitutions du pays consacré aux questions humanitaires, est une initiative conjointe de plusieurs organismes et partenaires des Nations Unies. Géré par l'UNOPS, ce centre d'appels est un point de contact centralisé qui permet à tous les Afghans, notamment aux personnes rapatriées et

à celles qui sont touchées par des conflits et des catastrophes naturelles, d'obtenir des informations essentielles sur l'assistance et l'appui disponibles. Le PAM a lancé ce projet de centre d'appels pour renforcer la transparence et le dialogue ; il l'a financé conjointement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et a désigné l'UNOPS comme partenaire d'exécution. L'UNOPS a obtenu des fonds supplémentaires, dont la majorité provient de la direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne, ainsi que du Fonds humanitaire pour l'Afghanistan. Fin 2019, Awaaz avait géré plus de 65 000 appels, dont environ 20 % provenant de femmes qui demandaient des informations sur divers services, notamment en matière de protection, de logement, d'aide alimentaire et d'assistance pécuniaire.

19. En Serbie, le programme « EU PRO » a permis de promouvoir l'inclusion et la cohésion sociales et de renforcer les capacités de 99 administrations autonomes dans tout le pays. Lancé en 2018, ce programme triennal contribue à attirer des investissements, à créer des emplois et accroître la compétitivité des petites et moyennes entreprises. Financé par l'Union européenne, il est mis en œuvre par l'UNOPS en coopération avec le Gouvernement serbe. En décembre 2019, il avait permis d'allouer près de 20 millions d'euros à 246 projets qui avaient bénéficié à quelque 60 000 personnes et généré plus de 200 emplois.

Encadré 1

Restaurer les tourbières indonésiennes et protéger notre planète

L'Indonésie compte quelque 15 millions d'hectares de tourbières tropicales, ce qui représente environ 23 % de la superficie totale de tourbières tropicales du monde. Lorsqu'elle prend feu, la tourbe libère jusqu'à dix fois plus de carbone qu'un incendie de forêt. Les incendies saisonniers de forêts et de tourbières compromettent le développement économique et social de l'Indonésie, menaçant ainsi l'environnement, l'économie et la santé de ses habitants.

Conscient du rôle important que jouent les tourbières dans le stockage du carbone, la préservation de la biodiversité, la gestion des ressources en eau et la création de moyens de subsistance, le Gouvernement a créé l'Agence indonésienne de restauration des tourbières. Chargée d'assurer la restauration hydrologique des tourbières afin de réduire les risques d'incendie, l'agence s'est fixé pour objectif de restaurer 2,67 millions d'hectares de tourbières dégradées.

En 2018, l'agence a mis en place le programme Results Enabling Facility, financé par le Gouvernement norvégien. En 2019, l'UNOPS a assuré la gestion du programme et aidé l'agence à élaborer un modèle de restauration des tourbières efficace et intégré. Ainsi, un appui a été fourni à 309 villages de sept provinces prioritaires : Djambi, Riau, Sumatra-Sud, Kalimantan Centre, Kalimantan Sud, Kalimantan Ouest et Papouasie.

Le programme est l'une des nombreuses initiatives qui contribuent à revitaliser les moyens de subsistance en promouvant d'autres activités rémunératrices fondées sur les tourbières et respectueuses de l'environnement, l'objectif étant que les populations prospèrent pendant la restauration des tourbières. Ces initiatives contribueront à réduire les incendies de tourbières dévastateurs partout dans le pays et à protéger notre planète en faisant baisser les émissions de gaz à effet de serre.

20. Afin d'améliorer les conditions de vie des rapatriés dans les régions d'Iraq nouvellement libérées, l'UNOPS a participé à la mise en place de services d'énergie renouvelable et d'élimination d'urgence des déchets dans trois provinces. Grâce à un don de 3,1 millions de dollars du Gouvernement japonais, il a acheté des machines d'élimination des déchets solides et dispensé aux autorités locales une formation spécialisée sur les systèmes modernes d'élimination des déchets, les moyens d'améliorer l'utilisation des débris, ainsi que le tri et le recyclage des déchets. Il a installé des systèmes solaires pour remédier à la fréquente pénurie d'électricité, ainsi que des lampadaires et des chauffe-eau dans six établissements de santé des provinces d'Anbar, de Diyala et de Ninive. En 2019, il a contribué à l'achat de 500 bacs à ordures métalliques.

21. Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'UNOPS, le Programme de bourses d'études de l'École européenne du Partenariat oriental aide des étudiants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Bélarus, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine à suivre, à la New School de Tbilissi, un programme débouchant sur un baccalauréat international axé sur les études européennes. La New School, qui accueille les boursiers terminant leurs études, est le principal partenaire éducatif dans ce programme pilote. En 2019, l'UNOPS a fourni une assistance technique et des conseils pour la construction, sur le campus, d'un bâtiment de cinq étages comprenant 28 appartements pouvant accueillir jusqu'à 56 étudiants, quatre appartements pour les tuteurs, des salles de jeux et d'études, une cuisine et des espaces communs. Le projet prévoyait également la conduite d'une étude de faisabilité concernant la création, à Tbilissi, de la première École européenne hors de l'Union européenne.

22. Au Myanmar, l'Access to Health Fund a été lancé en 2019 pour améliorer l'équité en matière de santé et donner la priorité aux populations les plus défavorisées et les plus vulnérables selon une démarche fondée sur les droits. Il offre des services à celles et ceux qui en ont le plus besoin, en priorité dans les zones touchées par le conflit. Ce fonds, qui s'inscrit dans le prolongement du Three Millennium Development Goal Fund, est notamment financé par des contributions des Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni à son budget quinquennal de 215 millions de dollars. En 2019, il a permis d'allouer environ 50 millions de dollars aux bénéficiaires aux fins de l'amélioration des services de santé.

Encadré 2

En Ukraine, les « boîtes d'articles pour bébés » permettent aux nouveau-nés de mieux démarrer dans la vie

Depuis près de trente ans, la population de l'Ukraine ne cesse de diminuer. Le faible taux de natalité a entraîné une crise démographique qui menace le développement social, économique et politique à long terme du pays.

En 2018, le Gouvernement a pris un train de mesures pour stimuler le taux de natalité du pays et régler certains des problèmes liés à l'éducation des enfants. Un objectif majeur est de promouvoir la protection sociale, la santé et le bien-être des nouveau-nés en améliorant les soins qu'ils reçoivent.

En partenariat avec l'UNOPS et l'UNICEF, le Ministère de la politique sociale a lancé un projet pilote visant à fournir à chaque famille ayant un nouveau-né une « boîte d'articles pour bébés » contenant une série d'articles essentiels pour les nourrissons. La distribution de ces boîtes pendant les premières semaines de la vie, qui sont d'une importance

cruciale, contribue à garantir l'égalité d'accès à des articles de puériculture sur la base de normes universellement acceptées.

Chaque boîte, fournie dans la semaine suivant la naissance, contient plus de 70 articles (notamment des couches, des produits d'hygiène, des couvertures et du linge) visant à aider la famille qui le reçoit à prendre soin du nouveau-né. Elle contient également des brochures sur la puériculture sans risque et le développement du jeune enfant.

Fin 2019, plus de 400 000 boîtes avaient été distribuées aux familles comptant un nouveau-né. La gestion de cette initiative très réussie sera transférée progressivement au Ministère de la politique sociale durant l'année 2020.

23. Dans le cadre des services partagés qu'il fournit à l'échelle du système des Nations Unies et au nom des gouvernements, l'UNOPS a appuyé l'achat de 82 millions de dollars de biens par l'intermédiaire d'UN Web Buy Plus, contre 60 millions de dollars de biens en 2018. Environ la moitié de ces biens était destinée aux gouvernements africains. En 2019, les organismes des Nations Unies ont augmenté leurs commandes de 45 % par rapport à 2018.

24. Agissant pour le compte de plusieurs organismes partenaires, l'UNOPS a géré les contrats de 7 763 personnes en 2019. Parmi ces partenaires figuraient le HCR, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le PNUE, l'UNICEF, l'OMS, l'OIM et l'Institut mondial de la croissance verte.

25. En 2019, l'UNOPS a appuyé de nombreuses activités de lutte antimines, d'aide humanitaire, de stabilisation, de gestion des explosifs et de renforcement des capacités des acteurs nationaux et des missions des Nations Unies, ainsi que les activités de gestion des armes et des munitions menées par le Service de la lutte antimines de l'ONU et ses partenaires dans 19 pays et territoires. Il a également fourni des services de gestion des ressources humaines, des achats et des subventions, des services relatifs à la passation de marchés et des services juridiques et financiers, ainsi qu'un appui technique et opérationnel. Avec un apport d'environ 240 millions de dollars, l'UNOPS a aidé le Service de la lutte antimines, son principal partenaire, à mener à bien un certain nombre d'activités :

a) En Colombie, grâce à un financement du Fonds central pour les interventions d'urgence, un partenaire d'exécution a intégré dans ses initiatives de sensibilisation aux risques une méthode de prise en compte des questions de genre qui met l'accent sur les effets des engins explosifs sur les femmes et les filles afro-colombiennes de Chocó, dans l'est du pays. Une série d'ateliers d'auto-reconnaissance ont été conçus pour autonomiser les femmes et les filles ayant vécu un conflit ; les participantes à ces ateliers ont ensuite été encouragées à communiquer avec leurs communautés concernant les comportements sûrs à adopter ;

b) Au Darfour, 264 zones dangereuses se trouvant dans 1 821 villages ont fait l'objet d'une évaluation et ont été fermées. Plus de 115 000 munitions d'armes légères ont été détruites et 324 663 bénéficiaires ont été sensibilisés aux dangers des mines. Pour informer les populations locales sur les risques que représentent les restes explosifs de guerre, trois organisations non gouvernementales ont été sélectionnées à l'issue d'un concours pour aider sept équipes de sensibilisation aux risques à mener une campagne dans tout le Darfour ;

c) En Iraq, 1 353 enquêtes sur les risques d'explosion ont été menées dans les provinces d'Anbar, de Diyala, de Kirkouk, de Salaheddine et de Ninive afin de faciliter la conduite des interventions humanitaires et des interventions de stabilisation

hautement prioritaires. Plus de 800 restes explosifs de guerre, 423 engins explosifs improvisés, 135 charges d'engins et 40 ceintures d'explosifs ont été enlevés des zones reprises. En outre, 426 policiers, dont 85 femmes, ont été formés à la détection, au marquage et au signalement des explosifs. Plus de 446 000 personnes ont été sensibilisées aux risques dans des écoles, des camps de personnes déplacées et d'autres zones prioritaires ;

d) Au Mali, le renforcement des capacités des autorités nationales en matière d'atténuation des menaces liées aux engins explosifs s'est poursuivi, notamment par la formation d'ingénieurs militaires maliens aux activités de recherche et de détection. Les instructeurs maliens déjà formés, dans le cadre de programmes de formation des formateurs, à la menace que représentent les engins explosifs improvisés ont ensuite dispensé plus de 50 sessions de formation aux membres des contingents. Afin de répondre aux besoins des survivants d'explosions, plus de 250 victimes ont reçu une assistance appropriée ou ont été orientées vers les services compétents ;

e) Au Nigéria, un projet pilote ciblant les jeunes vulnérables de Maiduguri (État de Borno), a permis de former 50 jeunes femmes et 50 jeunes hommes en tant que formateurs et pairs-éducateurs spécialisés dans le domaine des risques liés aux engins explosifs. À eux tous, ces jeunes parlaient neuf langues et étaient tous des déplacés. La formation leur a permis d'acquérir des connaissances et des compétences sur les risques liés aux explosifs, ce qui les a aidés à se protéger et à diffuser leurs connaissances auprès de leurs pairs et de leur communauté en général.

B. Expertise technique efficace

26. L'UNOPS est résolu à aider les populations à atteindre des objectifs individuels, locaux, nationaux et mondiaux grâce à une expertise technique efficace qui s'appuie sur les normes et règles internationales. Il fournit une large gamme de compétences spécialisées déclinées selon plusieurs grandes lignes de services et applicables à un certain nombre de contextes.

27. L'UNOPS suit une approche durable dans la mise en œuvre de ses projets notamment en appliquant le principe de diligence raisonnable et en respectant les principes internationaux relatifs aux droits de l'homme ; en mobilisant les populations locales et en privilégiant la protection des groupes les plus vulnérables ; en facilitant l'accès à l'alimentation, à l'eau, aux services d'assainissement, à l'énergie, aux soins de santé, à l'éducation, à la justice et aux services de sécurité ; en tenant compte de l'égalité des genres dans toutes ses activités. En 2019, 62 % des projets d'infrastructure menés à bien par l'UNOPS ont contribué à promouvoir l'égalité d'accès à ces infrastructures, 60 % l'égalité d'accès des femmes et 46 % l'égalité d'accès des personnes handicapées.

28. Achievé en 2019, le projet Safety Net and Skills Development du Gouvernement sud-soudanais, financé par la Banque mondiale, a mis en place des programmes de travail contre rémunération dans le cadre de la réalisation de travaux publics mineurs. Le volet du projet géré par l'UNOPS a permis à 36 158 personnes pauvres et vulnérables d'accéder à des sources de revenus et des emplois temporaires. Les transferts en espèces ont servi à payer des frais de scolarité, à aider des proches et à acheter de la nourriture, des vêtements, du savon et des articles médicaux de première nécessité. Quatre-vingt-neuf pour cent des bénéficiaires ont dit que grâce à ces transferts, ils avaient fait un pas de plus vers le lancement d'activités rémunératrices à petite échelle. En 2019, 90 % des projets d'infrastructure menés par l'UNOPS ont entraîné la création de journées de travail : 68 % étaient destinés aux femmes, 73 % aux jeunes et 32 % aux personnes handicapées.

29. En Jordanie, un programme d'appui à la protection sociale financé par l'Union européenne a été lancé pour appuyer la réforme du secteur des services sociaux et la mise en place d'une société équitable et inclusive grâce à la modernisation du système de protection sociale. Ce programme, mis en œuvre par l'UNOPS sous les auspices du Ministère jordanien du développement social, consiste notamment à remettre en état jusqu'à 100 centres de protection sociale afin de les rendre conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme, d'inclusion des personnes handicapées et d'accessibilité. Onze de ces centres ont été réhabilités en 2019. Le programme contribue à la mise en place d'un système d'information de gestion de la performance axé sur le suivi et l'évaluation qui vise à contrôler et à améliorer les services de protection sociale destinés aux personnes défavorisées, aux jeunes, aux femmes et aux personnes handicapées.

30. En 2019, un projet d'approvisionnement en carburant financé par le Gouvernement qatarien a permis de répondre aux besoins énergétiques de la population de Gaza. L'UNOPS a géré l'achat et la livraison de carburant à la centrale électrique de Gaza ; les habitants de Gaza, qui n'ont que quelques heures d'électricité par jour, dépendent de cette centrale pour satisfaire une bonne partie de leurs besoins. L'appui d'environ 130 millions de dollars apporté par le Gouvernement depuis octobre 2018 a permis de fournir au moins trois millions de litres de carburant par semaine, donnant ainsi à deux millions de personnes accès à une électricité fiable et durable.

31. L'Éthiopie est l'un des pays d'Afrique qui se développe le plus rapidement. Pourtant, malgré l'abondance de ses ressources naturelles et son énorme potentiel énergétique, le pays a du mal à répondre aux besoins énergétiques de ses 104 millions d'habitants. En collaboration avec le Ministère fédéral éthiopien de la santé et grâce à un financement du Gouvernement, l'UNOPS a achevé en 2019 l'achat et l'installation de systèmes d'énergie solaire dans 167 centres de santé à travers le pays. Les sources d'énergie propres et renouvelables ont rendu les services de santé maternelle et infantile plus sûrs et plus accessibles et amélioré considérablement la fourniture de soins de santé à plus de 4,1 millions de personnes en milieu rural.

32. Au Panama, l'UNOPS a commencé à aider le Gouvernement à concevoir et à construire un nouveau centre pénitentiaire à Colón. Le plan directeur et l'étude d'avant-projet ont tenu compte des directives techniques de l'UNOPS pour la planification de la construction des prisons, de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes. Le nouvel établissement, qui accueillera 1 646 détenus (des hommes et des femmes), est le fruit d'un investissement d'environ 88 millions de dollars fait par le Gouvernement pour améliorer les conditions des détenus, du personnel pénitentiaire et des visiteurs, et offrira des services professionnels et des services de réhabilitation aux détenus.

Encadré 3

Fournir une énergie fiable et durable à la population de Gaza

Depuis 2006, Gaza souffre d'une pénurie chronique d'électricité. Cela aggrave les conditions déjà difficiles dans lesquelles vivent les près de deux millions d'habitants, qui n'ont que quelques heures d'électricité par jour. Les pénuries d'énergie constantes perturbent la vie quotidienne, empêchant l'accès aux services de base et essentiels, notamment de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi qu'aux possibilités économiques. Il faut en moyenne 500 mégawatts d'énergie pour répondre

aux besoins quotidiens des habitants, mais seuls 85 mégawatts sont disponibles.

Pour faire face à la crise actuelle, l'UNOPS, grâce à un financement du Gouvernement japonais, a aidé le Ministère des travaux publics et du logement et le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles de l'Autorité palestinienne à fournir des solutions d'énergie renouvelable aux ménages de Gaza. Pour faire en sorte que 10 % de la production d'électricité domestique provienne de sources renouvelables d'ici 2020, il a installé des systèmes solaires hybrides d'une capacité maximale d'environ 3 kilowatts sur les toits des maisons.

Les bénéficiaires ont été sélectionnés parmi les populations les plus vulnérables dans le cadre d'une procédure transparente d'évaluation des vulnérabilités. La priorité a été donnée aux ménages dirigés par des femmes et aux veuves ne disposant pas de suffisamment de moyens pour faire face aux crises, ainsi qu'aux ménages âgés et aux personnes handicapées. En 2019, près de 190 familles, dont 15 % étaient dirigées par des femmes, ont bénéficié d'un meilleur accès à des sources d'électricité fiables et durables dans huit municipalités.

33. En Sierra Leone, l'UNOPS collabore avec le Ministère du développement international du Royaume-Uni dans le cadre d'une initiative visant à garantir l'accès à l'énergie propre et à accroître durablement la capacité énergétique du pays. En 2019, le Président Julius Maada Bio a demandé officiellement qu'on allume la lumière dans 54 communautés rurales du pays où des panneaux solaires avaient été installés pour approvisionner en électricité les centres de santé communautaires, les logements, les écoles et les commerces. Premier du genre en Afrique subsaharienne, ce projet permettra de fournir jusqu'à 4 mégawatts d'énergie durable à faible intensité de carbone à plus de 337 000 habitants, ainsi qu'aux entreprises locales et aux services essentiels. La deuxième phase du projet consistera à donner à 44 communautés supplémentaires un accès à l'électricité. Afin de garantir la durabilité à long terme, les mini-réseaux sont exploités par des entreprises privées sélectionnées à l'issue d'une procédure ouverte, dans le cadre d'accords de licence de 20 ans. À la fin de 2019, le projet avait permis de mobiliser 7 millions de dollars supplémentaires sous forme de co-investissements provenant du secteur privé.

34. Au nom de la Banque mondiale, et avec l'appui financier de l'Association internationale de développement, l'UNOPS exécute actuellement le projet de réhabilitation d'urgence des services urbains intégrés au Yémen, qui vise à redynamiser les services publics essentiels dans 10 villes du pays, l'accent étant mis sur les routes, l'eau et l'assainissement, la gestion des déchets solides et l'électricité. L'UNOPS s'efforce de garantir aux Yéménites vulnérables l'accès aux services, de remettre en état 400 kilomètres de routes urbaines, de restaurer la production d'énergie à hauteur de 60 000 mégawatts-heures et de créer jusqu'à 1,5 million de jours d'emploi. Dans le cadre de ce projet, il a installé un système solaire photovoltaïque comme source d'alimentation de secours à la maternité Al Shaab d'Aden. Des coupures d'électricité longues et fréquentes paralysaient cette maternité, dont les capacités étaient déjà limitées. Depuis 2019, la maternité fonctionne à plein régime ; il s'y passe une quarantaine d'accouchements par jour et elle offre des services d'urgence et de soins intensifs 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

35. En 2019, l'UNOPS et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont annoncé un nouvel accord visant à promouvoir l'élimination de la violence à l'égard des femmes. L'UNOPS, qui contribue

au programme commun Haya, dirigera ainsi, au cours des deux prochaines années, la remise en état et la rénovation de quatre refuges qui fournissent des services aux femmes et aux filles victimes de ce phénomène. Le programme est financé par le Gouvernement canadien et mis en œuvre par un consortium d'organismes des Nations Unies : Fonds des Nations Unies pour la population, ONU-Habitat, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et ONU-Femmes.

Encadré 4

Relier les communautés et faire progresser l'égalité des genres en Gambie

La Gambie est le plus petit pays du continent africain mais, avec une moyenne de 176 personnes par kilomètre carré, c'est l'un des plus densément peuplés. La fragilité de son économie la rend vulnérable aux chocs, notamment pour ce qui est de l'approvisionnement en denrées alimentaires. Améliorer son réseau de routes de desserte à faible capacité est un excellent moyen d'accroître la sécurité alimentaire et de promouvoir le développement social et économique.

Depuis 2017, l'UNOPS collabore avec le Gouvernement pour améliorer les routes de desserte. Un projet de 10,3 millions d'euros financé par l'Union européenne et exécuté par l'UNOPS permettra de remettre en état plus de 100 kilomètres de routes reliant les villages aux autoroutes et de raccorder ainsi les régions éloignées aux villes et agglomérations du pays. Il a donné à plusieurs communautés vulnérables et à de nombreuses femmes de précieuses possibilités d'emploi.

Plus de 200 femmes locales ont été employées pour les travaux de construction liés à ce projet à forte intensité de main-d'œuvre ; l'équipe chargée des travaux compte plus de 60 % de femmes. Il s'agit là d'une étape sans précédent en matière de participation des femmes au sous-secteur des infrastructures rurales, qui contribue à l'autonomisation des femmes et à la réduction des inégalités.

En collaboration avec le Ministère de la femme, de l'enfance et du bien-être social, l'UNOPS pilote un mécanisme de transmission des griefs visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles au travail. Ce mécanisme facilitera également le règlement des problèmes liés à la rémunération des employés et des questions relatives aux litiges fonciers pendant la phase d'exécution.

36. En partenariat avec le Gouvernement centrafricain et grâce à un financement de 28 millions de dollars octroyé par la Banque mondiale, l'UNOPS exécute actuellement le projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement. Ce projet comprend trois volets : infrastructure, transferts monétaires et mobilisation communautaire. Chaque volet vise à répondre aux besoins essentiels des communautés déplacées dans quatre villes et deux quartiers de la capitale, Bangui, afin d'améliorer leurs conditions de vie et de réduire la pauvreté. Le projet vise principalement à promouvoir un dialogue pacifique entre les communautés en les associant à la planification, à la construction et à l'entretien des infrastructures ; à améliorer leur accès aux services publics de base ; à veiller à ce que les personnes les plus vulnérables disposent de moyens financiers suffisants pour satisfaire leurs besoins quotidiens. En 2019, dans le cadre d'une approche de mobilisation communautaire qui consistait à employer environ 50 % de femmes, un parc a été construit et trois kilomètres de routes ont été remis en état dans la ville de Bambari, ce qui a permis d'atteindre les communautés isolées. Le projet a

permis d'effectuer des versements réguliers à environ 15 300 ménages déplacés en raison du conflit.

C. Élargissement de la gamme et de l'impact des ressources

37. L'UNOPS est résolu à aider les pays à élargir la gamme et à améliorer l'impact des ressources disponibles pour le Programme 2030. Conformément aux décisions 2016/12, 2017/16 et 2017/26 du Conseil d'administration, il a continué à développer son initiative d'investissement à impact social et à étudier des possibilités de partenariat collaboratif visant à mobiliser de nouvelles sources de capitaux, notamment en matière de construction de logements sociaux, d'énergie renouvelable et d'eau et d'assainissement. En 2019, l'UNOPS a aidé plusieurs gouvernements à réaliser des gains d'efficacité grâce auxquels ils ont pu accroître l'impact des moyens qu'ils consacrent à la passation des marchés publics, et il s'est investi dans des partenariats collaboratifs au service de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ainsi que dans des partenariats public-privé.

38. La mise en place de procédures de passation de marchés publics permettant de réaliser des économies, même modestes, peut faciliter considérablement la réalisation des objectifs de développement durable. Il est possible de faire des économies en utilisant plus rationnellement les ressources allouées à la réalisation des objectifs de développement. Les fonds non décaissés de budgets précédents pourront être mis à la disposition des autorités nationales pour qu'elles les réaffectent en fonction des besoins qu'elles auront déterminés.

39. L'Initiative d'investissement à impact social (S3I) lancée par l'UNOPS a été rebaptisée Initiative d'investissement à impact pour des infrastructures durables (S3I) au début de l'année 2020. Depuis sa création en 2016 en tant que projet pilote, l'Initiative S3I de l'UNOPS s'est imposée comme un modèle pour orienter les investissements du secteur privé vers la satisfaction des besoins nationaux essentiels en matière de logements abordables et d'énergie renouvelable, et a figuré en bonne place dans la Stratégie du Secrétaire général pour le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

40. Avec l'aide du Gouvernement finlandais et de la ville d'Helsinki, l'UNOPS a lancé une base dédiée à l'Initiative S3I dans la capitale finlandaise. Le Bureau agira en tant que développeur de projets ; il appliquera rigoureusement la politique de diligence voulue sur le plan social et veillera à ce que les projets puissent bénéficier d'investissements. Le Gouvernement versera 20 millions d'euros pour couvrir les dépenses d'appui.

41. En 2019, dans le cadre de l'Initiative S3I, l'UNOPS s'est engagé à construire plus de 300 000 logements durables et abordables au Ghana et au Kenya, en collaboration étroite avec les gouvernements concernés. On aura recours à la technologie verte et aux compétences et au matériel locaux : le projet offrira des milliers de possibilités d'emploi aux populations locales et contribuera au développement économique des régions concernées. Des projets similaires ont été annoncés au Pakistan et dans les Caraïbes. L'UNOPS a pris l'engagement d'aider à construire plus de 860 000 logements au cours des dix prochaines années, ce qui en fait l'un des programmes de logement abordable les plus importants et les plus ambitieux jamais lancés.

42. En 2019, l'UNOPS a établi un réseau de centres mondiaux d'innovation qui cherchent à exploiter les possibilités offertes par les partenariats public-privé pour faire avancer le Programme 2030. Outre ceux établis à Antigua-et-Barbuda et en Suède, un troisième centre a été annoncé, qui sera créé à Kobe (Japon) en 2020, avec

le soutien de la ville de Kobe et de la préfecture de Hyogo. Chaque centre d'innovation cherche à attirer de plus en plus d'acteurs de l'innovation et start-up capables de contribuer à l'avènement d'une société plus durable et facilitera une coopération interactive entre les incubateurs d'entreprises dans chaque pays, les organismes des Nations Unies, les autres centres mondiaux d'innovation de l'UNOPS et un réseau mondial de partenaires d'innovation.

Encadré 5

Modernisation des transports à Mexico

Mexico est un centre d'activités stratégique pour le commerce, la politique, l'éducation et les affaires. Des millions de personnes se déplacent dans la ville chaque jour : les transports sont surpeuplés, ce qui entraîne des retards, une augmentation des émissions ainsi qu'une élévation des coûts pour la ville et les usagers. L'administration de Mexico collabore actuellement avec l'UNOPS pour moderniser le système de transport public et le rendre plus accessible à celles et ceux qui l'utilisent.

La ville de Mexico dispose d'un vaste réseau de transport alliant autobus, lignes de métro et téléphérique. Cependant, certains segments du réseau n'ont pas été modernisés depuis leur création, il y a cinquante ans. Les systèmes de contrôle, de paiement et d'information des usagers sont obsolètes, ce qui entraîne des retards dans les principales stations et réduit le nombre de véhicules pouvant fonctionner simultanément. L'entretien des véhicules anciens grève le budget municipal.

En 2019, l'UNOPS a contribué à la modernisation du réseau de transport en aidant l'administration à améliorer la transparence, l'efficacité et le rapport coût-avantage dans la passation des marchés publics. Cela a permis de réaliser des économies de plus de 120 millions de dollars, qui ont été réinvestis dans l'achat de trolleybus et d'autobus électriques ; 1,4 millions de personnes supplémentaires ont pu ainsi bénéficier de transports publics plus efficaces et plus respectueux de l'environnement.

43. L'UNOPS collabore avec l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale pour une gestion publique équitable, qui a commencé par l'achat de médicaments et de fournitures médicales, et appuie la réforme institutionnelle de grande envergure depuis 2016. En 2019, l'UNOPS avait élaboré des orientations sur les pratiques d'achat durables, les infrastructures et la gestion de projets pour l'Institut et formé 600 employés à la gestion des marchés publics et de la chaîne d'approvisionnement. Dans le cadre de 13 appels d'offres ouverts, il a aidé à reconstituer les stocks de plus de 568 types de médicaments dans 114 hôpitaux et centres de santé à travers le pays, ce qui représente environ 450 millions de doses. Le Gouvernement a dit que grâce aux procédures transparentes et efficaces de passation de marchés mises en place, il avait pu réaliser près de 270 millions de dollars d'économies : environ 57 % d'économies sur l'achat de médicaments et 34 % sur les fournitures chirurgicales. D'après les estimations, 3,2 millions de Guatémaltèques bénéficient ainsi de meilleurs soins de santé.

44. En marge du Sommet sur l'action pour le climat tenu en 2019, l'UNOPS a signé un accord avec le centre mondial sur l'adaptation, qui fait partie de la Commission mondiale sur l'adaptation, groupe de dirigeants de haut niveau des secteurs du développement, de la politique, des affaires et de la science. Dans le cadre de cet accord, l'UNOPS gèrera les fonds du centre afin de mobiliser des moyens d'action

sur l'adaptation aux changements climatiques. Avec l'Université d'Oxford et le PNUE, l'UNOPS apportera son expertise en matière d'infrastructures pour aider les gouvernements – en particulier ceux des pays vulnérables – à s'assurer que les nouveaux investissements dans les infrastructures sont résilients face aux changements climatiques.

45. En 2019, l'UNOPS a aidé le Gouvernement japonais et l'Union européenne à définir la position du G20 en matière d'infrastructure. S'appuyant sur son expérience de la mise en place d'infrastructures durables et résilientes dans le monde entier, il a mis en avant le rôle essentiel que des infrastructures de qualité joueraient dans la réalisation du Programme 2030, ainsi que dans celle des objectifs d'égalité des sexes et de croissance économique inclusive. À cette occasion, il a présenté des concepts clefs en matière de développement des infrastructures, et notamment son dispositif « Infrastructure basée sur des données factuelles ».

46. Dans un rapport paru en 2019, l'UNOPS a souligné le rôle essentiel joué par les infrastructures pour ce qui est d'aider les pays en développement sans littoral à lutter contre les problèmes de développement, et a proposé des solutions pour que les pays tirent des avantages à long terme de l'amélioration des infrastructures. Les pays en développement sans littoral sont exposés à des problèmes de développement particuliers. En moyenne, leur niveau de développement est inférieur d'environ 20 % à celui des pays en développement non enclavés. Dans son rapport, l'UNOPS propose des solutions et des outils qui peuvent aider ces pays dans la planification, la mise à disposition et la gestion de leurs systèmes d'infrastructure et dans l'action qu'ils mènent pour combler leur retard en matière de développement.

47. En 2019, l'UNOPS a organisé une manifestation en marge de la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme et lancé un outil en ligne gratuit proposant des mesures pratiques pour aider les spécialistes du développement dans la réalisation des objectifs de développement durable. L'outil, baptisé « sustainABLE », est élaboré sur la base de recherches publiées conjointement par l'UNOPS et l'Infrastructure Transitions Research Consortium de l'Université d'Oxford. Il comprend une liste détaillée des secteurs et sous-secteurs d'infrastructure – dont l'énergie, l'éducation, les transports et l'eau – et des recommandations appuyées par des études de cas de projets réels exécutés par l'UNOPS et ses partenaires dans le monde entier. Au départ, il portait essentiellement sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les projets d'infrastructure et contenait des propositions visant à atteindre les cibles de l'objectif 5 ainsi que d'autres intégrant des éléments d'égalité des sexes.

IV. Résultats de gestion

A. Projets exécutés et partenariats

48. En 2019, la valeur totale des projets exécutés par l'UNOPS s'élevait à 2,3 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation par rapport à 2018, où il était de 1,9 milliard de dollars. C'est la troisième année consécutive que ce chiffre atteint un record. Cette progression peut une nouvelle fois être attribuée à la forte demande de services émanant des pays.

49. L'augmentation du chiffre d'affaires tient principalement à l'appui direct fourni aux gouvernements : de 685 millions en 2018, il est passé à 943 millions de dollars en 2019. Le principal partenaire de l'UNOPS parmi les gouvernements hôtes, en termes de volume, était le Pérou, suivi par le Guatemala, l'Argentine et l'Ukraine, dans cet ordre. L'appui direct fourni aux gouvernements a représenté 42 % des prestations du Bureau. Le premier pays donateur du point de vue du volume de

prestations de l'UNOPS qui peuvent lui être attribuées directement était le Royaume-Uni, suivi par le Qatar, les États-Unis, le Japon, la Norvège et la Suède, respectivement.

50. En 2019, 26 % des projets exécutés par l'UNOPS l'ont été pour le compte d'entités des Nations Unies, contre 33 % en 2018. Ce pourcentage correspond à un montant de prestations d'environ 592 millions de dollars, contre 608 millions en 2018. Le principal partenaire de l'UNOPS dans le système des Nations Unies est resté le Secrétariat, les partenariats avec le Département des opérations de paix ayant continué de se multiplier (12 % du total des projets exécutés). Il est à noter que, pour la septième année consécutive, le volume des projets exécutés pour le compte du HCR a augmenté. L'OMS et le PNUE figurent parmi les autres grands partenaires de l'UNOPS.

51. L'UNOPS s'est associé à des institutions financières internationales, notamment la Banque centraméricaine d'intégration économique et la Banque islamique de développement, pour exécuter des projets d'une valeur totale de près de 200 millions de dollars. Son principal partenaire financier a été la Banque mondiale, avec un volume total de 157 millions de dollars en 2019, contre 92 millions de dollars l'année précédente.

52. Le montant des activités menées pour le compte de l'Union européenne est resté comparable à celui de l'année précédente (67 millions de dollars). Les projets auxquels l'UNOPS a participé portaient sur la stimulation de la croissance économique et sociale en Serbie et l'aide à la passation de marchés pour la remise en état des routes en Érythrée.

53. L'UNOPS a maintenu des partenariats solides à l'appui d'institutions multilatérales, en particulier avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui a bénéficié de projets d'une valeur de 144 millions de dollars en 2019, contre 121 millions de dollars en 2018. Il a aussi rempli les fonctions d'agent local du Fonds mondial dans neuf pays.

54. L'UNOPS a appuyé la gestion d'un certain nombre de programmes financés par des donateurs multiples, dont les plus importants en volume se trouvent au Myanmar (fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, et Access to Health) ou opèrent à l'échelle mondiale (Fonds d'affectation spéciale destiné au Cadre intégré renforcé).

55. En 2019, les principaux pays ou territoires bénéficiaires des prestations de l'UNOPS étaient le Myanmar, le Pérou, l'État de Palestine, le Guatemala et le Yémen, dans cet ordre. En 2018, il s'agissait du Myanmar, du Soudan du Sud, de l'Argentine, de la Somalie et de l'Iraq.

56. Les nouveaux accords entre l'UNOPS et ses partenaires se sont chiffrés à un peu plus de 2 milliards de dollars, contre 2,2 milliards l'année précédente, mais comprennent de nouveaux engagements importants, notamment un programme de relèvement après le cyclone au Zimbabwe et un soutien à l'infrastructure au Panama.

57. En 2019, l'UNOPS s'est associé à *The Economist* pour publier un rapport de recherche sur la manière dont l'infrastructure peut favoriser la durabilité et la prospérité à long terme, qui étudie le rôle fondamental que l'infrastructure jouera dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

B. Excellence des processus

58. L'UNOPS a établi son quatrième rapport en suivant les normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance à l'issue d'une vaste opération de collecte

de données sur les aspects de la durabilité qui le concernent. Il y a affiné un certain nombre d'indicateurs servant à évaluer ses méthodes de mise en œuvre durable des projets et rendu compte de ses activités dans le monde.

59. La direction exécutive de l'UNOPS a pris des mesures décisives pour atteindre les objectifs de parité des sexes. Des mesures temporaires spéciales ont été introduites en avril 2019, donnant instruction aux hauts responsables de l'UNOPS de veiller à ce que 60 % des membres du personnel qu'ils recrutent soient des femmes qualifiées. La parité des sexes à l'UNOPS, qui était de 37 % en décembre 2018, est passée à 43 % en janvier 2020 pour l'ensemble du personnel, ce qui représente un progrès important vers la réalisation de l'objectif de 47-53 % fixé pour le 31 décembre 2020.

60. Pour la quatrième fois consécutive, l'UNOPS a reçu du Chartered Institute of Procurement and Supply la certification niveau or pour ses pratiques d'achats durables. C'est la seule entité à avoir reçu cette certification. Un des exemples de durabilité mis en évidence dans la candidature est la construction de routes dans des régions reculées du Soudan du Sud, qui vise à améliorer les moyens de subsistance en fournissant aux communautés un accès durable aux marchés agricoles. Mises en œuvre au nom de l'Union européenne, les activités de passation de marchés dans le cadre du projet ont intégré des considérations de protection de l'environnement, de progrès social et de développement économique. Elles ont consisté notamment à évaluer le rendement énergétique des véhicules ou à acheter des véhicules à des micro-entreprises, des petites et moyennes entreprises et des entreprises appartenant à des femmes.

61. L'UNOPS a établi un cadre d'achats responsables dont la date de mise en œuvre effective est le 1^{er} janvier 2020, selon lequel les procédures de passation de marchés doivent inclure des considérations de durabilité. Il demandera aux fournisseurs de participer à des activités de diligence raisonnable : ils devront répondre à un questionnaire d'auto-évaluation de la durabilité et se soumettre à des inspections de sites, annoncées ou inopinées. Ces activités, qui relèvent du programme « Delivering Responsibility in Vendor Engagement », permettront de mieux comprendre les politiques, procédures et pratiques d'un fournisseur en matière de gestion de l'environnement, de travail des enfants, de droits des travailleurs et de sous-traitance. Les problèmes alors relevés seront traités en collaboration dans le cadre de plans d'action correctifs et préventifs.

62. L'Organisation internationale de normalisation (ISO) a évalué l'UNOPS et maintenu son certificat de conformité à la norme ISO 9001 de management de la qualité.

63. La certification ISO 14001 pour le système de l'UNOPS relatif à la gestion de l'environnement a été reconduite. Elle couvre les activités et installations du Bureau en Afghanistan, en Argentine, au Danemark, à El Salvador, en Gambie, au Ghana, en Guinée, au Kosovo, au Libéria, au Myanmar, au Pérou, en Sierra Leone, à Sri Lanka, dans l'État de Palestine et en Tunisie. Le Bureau de New York, le Guatemala et la Serbie ont reçu également la certification. Ces certifications confirment l'application par l'UNOPS des dispositions du document [CEB/2013/HLCM/5](#) sur l'élaboration et la mise en place de systèmes de gestion de la viabilité environnementale dans chaque entité des Nations Unies.

64. La certification délivrée aux systèmes de santé et de gestion de la sécurité de l'UNOPS – Occupational Health and Safety Assessment Services 18001 – s'applique à toutes les activités et installations de l'UNOPS situées au Danemark, au Ghana, au Kosovo, au Myanmar et dans l'État de Palestine, ainsi qu'à celles situées en Gambie, en Sierra Leone et à Sri Lanka. L'obtention de cette certification confirme que l'UNOPS respecte les dispositions du document [CEB/2015/HLCM/7/Rev.2](#) sur

l'adoption de systèmes de sécurité et de santé au travail dans toutes les entités des Nations Unies, ainsi que la circulaire du Secrétaire général intitulée « Mise en place d'un système de gestion de la sécurité et de la santé au travail » ([ST/SGB/2018/5](#)).

65. Plusieurs étapes importantes ont été franchies en ce qui concerne la stratégie institutionnelle de gestion des connaissances. L'UNOPS est passé à « G Suite », un ensemble d'instruments basé sur l'informatique en nuage pour améliorer la productivité et la collaboration. Il a publié oneUNOPS Projects 2.0, qui a élargi le progiciel de gestion intégré des projets en l'intégrant à G Suite et aux instruments de gestion des connaissances. Il est passé aussi d'une budgétisation des coûts des projets à une budgétisation axée sur les résultats afin de mieux rendre compte des produits. Enfin, un nouvel intranet a été lancé pour tirer parti des plateformes de productivité connexes et simplifier et améliorer la circulation de l'information dans tout le Bureau.

66. L'UNOPS a modifié sa structure organisationnelle et créé, en août 2019, l'équipe de haute direction, qui a remplacé le groupe des opérations et le groupe de haute direction. Établie par le Bureau de la Directrice exécutive et incluant celui-ci, l'équipe de haute direction permet à la direction exécutive de mettre au point des positions claires et cohérentes sur les grandes orientations et les initiatives institutionnelles de l'UNOPS.

67. En 2019, le Secrétaire général a décidé de remplacer le Comité consultatif de politique de l'UNOPS par un conseil des clients. Celui-ci exerce des fonctions purement consultatives auprès de la Directrice exécutive et s'est réuni pour la première fois en février 2020.

68. À la fin de l'année 2019, le taux d'application des recommandations des auditeurs s'élevait à 96 %, comme en 2018, ce qui témoigne de la forte réactivité de l'administration. Une recommandation est restée en suspens pendant plus de 18 mois, contre 12 l'année précédente. Des précisions sur les conclusions des audits et enquêtes menés par l'UNOPS en 2019 sont présentées dans un rapport distinct paru sous la cote [DP/OPS/2020/2](#).

69. On a recensé 44 cas de fraude et d'irrégularités financières. Dix-neuf employés ont été sanctionnés pour ces faits. Quarante-six prestataires et 45 particuliers qui possèdent ou gèrent les entreprises prestataires ont été sanctionnés.

70. Le Corps commun d'inspection a salué les progrès accomplis par l'UNOPS dans la gestion et l'application de ses recommandations ([JIU/REP/2017/5](#)). Des informations plus détaillées sont communiquées dans l'annexe 4.

71. En sa qualité de source interne de conseils impartiaux au service du personnel de l'UNOPS, le Bureau de la déontologie a traité 868 dossiers entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019. Son activité fait l'objet d'un rapport distinct publié sous la cote [DP/OPS/2020/3](#).

C. Excellence des ressources humaines

72. À fin de l'année 2019, les membres du personnel de l'UNOPS étaient au nombre de 4 765 au total, contre 4 439 fin 2018. Aux membres du personnel propre à l'UNOPS venaient s'ajouter des personnes dont les contrats étaient administrés par l'UNOPS pour le compte de divers partenaires. Fin 2019, le nombre total de personnes sous contrat avec l'UNOPS était de 12 528, contre 11 671 en 2018. Le tableau 2 ci-après montre la répartition du personnel par catégorie contractuelle.

Tableau 2
Effectif par type de contrat au 31 décembre 2019

Type de contrat	Fonctionnaires	Vacataires	Total
Personnel de l'UNOPS	819*	3 946	4 765
Personnel des partenaires		7 763	7 763
Effectif total	819	11 709	12 528

* Comprend le personnel des partenaires et le personnel des organisations auxquelles l'UNOPS fournit des services de secrétariat, qui sont assujettis aux mêmes politiques et procédures que les fonctionnaires du Bureau.

73. En 2019, l'UNOPS a recruté 1 120 personnes (635 femmes et 485 hommes) : 57 % des nouvelles recrues étaient donc des femmes, contre 42 % en 2018. Au 31 décembre 2019, le principal organe de gestion interne de l'UNOPS comptait six membres : deux femmes et quatre hommes. Cinq de ces membres avaient plus de 50 ans et un entre 30 et 50 ans. Fin 2019, les femmes représentaient 42 % du personnel de l'UNOPS, soit nettement plus qu'en 2018 (39 %). Le tableau 3 ci-après montre la répartition du personnel par sexe.

Tableau 3
Répartition du personnel de l'UNOPS par sexe au 31 décembre 2019

Sexe	Fonctionnaires	Vacataires recrutés sur le plan local	Vacataires recrutés sur le plan international	Total
Femmes	313	1 272	437	2 022
Hommes	506	1 703	534	2 743
Ensemble du personnel de l'UNOPS	819	2 975	971	4 765

74. Tout le personnel de l'UNOPS à temps plein a droit à un congé parental. Au cours de l'année 2019, 105 femmes et 199 hommes ont exercé leur droit à ce congé. Quatre-vingt-quinze pour cent des femmes ayant terminé leur congé en 2019 ont repris le travail contre 99 % des hommes.

75. L'UNOPS a lancé un portail dédié à l'organisation des carrières dans le cadre de son dispositif de gestion des aptitudes. Il associe les ressources existantes en matière de carrière à de nouveaux instruments pour aider le personnel à déterminer ses objectifs professionnels et à passer à l'action.

Tableau 4
Objectif n° 1 de la stratégie de parité des sexes

Atteindre les cibles de parité des sexes fixées par la stratégie applicable à l'ensemble du système des Nations Unies

Seuil par grade	Pourcentage de femmes (au 31 décembre 2019)	Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international	Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international	Objectif	Échéance
P-1	100 %	5	5	47 %-53 %	Fin 2021
P-2	39 %	20	51	47 %-53 %	Fin 2021

Seuil par grade	Pourcentage de femmes (au 31 décembre 2019)	Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international	Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international	Objectif	Échéance
P-3	30 %	54	183	47 %-53 %	Fin 2021
P-4	39 %	58	148	47 %-53 %	Fin 2026
P-5	31 %	25	81	47 %-53 %	Fin 2026
P-6, D-1	44 %	11	25	47 %-53 %	Fin 2026
D-2	33 %	5	15	47 %-53 %	Fin 2026

Tableau 5

Objectif n° 2 de la stratégie de parité des sexes, au 31 décembre 2019**Cibles pour une égale représentation des sexes dans le personnel de l'UNOPS, toutes classes confondues**

Pourcentage de femmes dans l'effectif total actuel	Nombre de femmes dans l'effectif total actuel	Ensemble du personnel de l'UNOPS	Pourcentage cible de femmes dans l'effectif total actuel	Échéance
42 %*	2 022	4 765	47 %-53 %	Fin 2020

* 43 % au 1^{er} janvier 2020

Tableau 6

Objectif n° 3 de la stratégie de parité des sexes**Cibles pour une meilleure représentation des femmes aux échelons supérieurs parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international**

Personnel de l'UNOPS par classe de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI ou ICSC) ou contrats de vacataire international (IICA)	Pourcentage de femmes par classe au 31 déc. 2019	Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international	Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international	Objectif	Échéance
ICSC 8 (P-1 + IICA-1)	56 %	97	174	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 9 (P-2 + IICA-1)	51 %	98	191	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 10 (P-3 + IICA-2)	40 %	240	596	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 11 (P-4 + IICA-3)	36 %	131	366	47 %-53 %	Fin 2026
ICSC 12 (P-5 + IICA-3/IICA-4)	30 %	33	109	47 %-53 %	Fin 2026
ICSC 13 (P-6 + D-1 + IICA-4)	41 %	11	27	47 %-53 %	Fin 2026
ICSC 14 (D-2 + IICA-4/IICA-5)	31%	5	16	47%-53%	Fin 2026

76. Le taux de rotation du personnel de l'UNOPS était de 17 % en 2019, en baisse par rapport aux 21 % de 2018 et aux 27 % de 2017. Le tableau 7 ci-après présente des données sur le taux de rotation du personnel ventilées par tranche d'âge et par sexe.

Tableau 7
Taux de rotation du personnel de l'UNOPS, par tranche d'âge et par sexe, en 2019

<i>Tranche d'âge</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>
30 ans et moins	25 %	31 %	27 %
Entre 30 et 50 ans	17 %	15 %	16 %
50 ans et plus	18 %	19 %	19 %
Ensemble du personnel de l'UNOPS	18 %	17 %	17 %

77. En 2019, près de 5 000 membres du personnel ont bénéficié de possibilités d'apprentissage, contre 3 800 l'année précédente. Quatre-vingt-neuf pour cent des participants aux programmes d'apprentissage ont jugé que les programmes offerts étaient très pertinents ou pertinents. Environ 90 % des participants venaient de bureaux extérieurs et 10 % du siège ; 45 % étaient des femmes et 55 % des hommes. En 2019, l'UNOPS a offert une formation sur le thème de la sécurité et de la santé au travail à 325 membres du personnel (70 ont suivi une formation en ligne et 255 ont participé à une formation en présentiel). Les membres du personnel sur les sites des projets ont été régulièrement sensibilisés aux risques propres à leur travail.

D. Gestion financière

78. En 2018, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets à hauteur de presque 2,3 milliards de dollars, contre 1,9 milliard en 2018. Le montant net des produits provenant de l'exécution de projets s'est élevé à 99,2 millions de dollars, contre 88,1 millions de dollars en 2018. Le ratio du montant net des produits découlant des activités de projet par rapport à l'exécution était de 4,4 %, contre 4,7 % en 2018. Les dépenses de gestion se sont élevées à 71 millions de dollars contre 59,1 millions l'année précédente. L'augmentation est due principalement aux nouvelles dispositions établies en 2019.

79. Le montant des recettes accessoires s'est établi à 4,5 millions de dollars (contre 1,8 million de dollars en 2018). Celui des intérêts créditeurs a atteint 24,3 millions de dollars, contre 14,5 millions de dollars l'année précédente. Il en est résulté un excédent net des revenus par rapport aux dépenses, une fois alloués les crédits nécessaires, d'un montant de 47,1 millions de dollars (contre 38,4 millions de dollars en 2018). À la fin de l'année 2019, la réserve opérationnelle de l'UNOPS est restée supérieure au minimum établi par le Conseil d'administration.

80. Une réévaluation actuarielle des prestations de cessation de service devant être versées par l'UNOPS montre qu'à la fin de 2019, ces prestations étaient supérieures d'environ 5,6 millions de dollars à ce qu'elles étaient fin 2018. Ce montant s'explique par une perte actuarielle de 0,3 million de dollars et par le fait que des fonds supplémentaires ont été versés par l'UNOPS au cours de l'année.

81. En 2019, une réserve de croissance et d'innovation a été créée. Elle offre un financement de démarrage pour les activités de l'Initiative S3I qui contribuent à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable par des projets pouvant avoir un impact social et environnemental, ainsi qu'un rendement financier. La valeur de cette réserve a été fixée à 50 % des réserves opérationnelles excédentaires. Fin 2019, elle s'élevait à 105 millions de dollars, dont 38,8 millions étaient investis.

82. Les dépenses, les recettes et le solde de la réserve pour 2019 sont calculés à titre préliminaire par l'UNOPS et peuvent être sujets à modification. Ils doivent encore être vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies.
